**C'est parce que nous, les retraités, refusons
d'être sacrifiés, marginalisés, méprisés,
que notre mobilisation s'impose !**

**Le 31 mars 2021,
après plusieurs mois de latence,
redescendons, TOUS ENSEMBLE, dans la rue**

Alors que le Gouvernement déverse des dizaines de milliards pour aider les entreprises du CAC 40 à maintenir leurs profits en cette période si particulière de crise sanitaire et accorde aux plus riches des cadeaux fiscaux sans précédents, a contrario les conditions d'existence des retraités continuent de se dégrader, et ce depuis près de 15 ans.

- Parce que les pensions nettes ont évolué de seulement **6,26 %** en 17 ans (indice des prix + 12,93 % - Smic + 20,05 %)
- parce que la revalorisation de **0,4 %** au 1er janvier 2021 et le gel des retraites complémentaires sont une véritable provocation
- parce que les pensions brutes du régime de base du secteur privé ne permettent plus de vivre dignement (montants moyens : **Cantal 567 €** - Auvergne 678 € - France 694 €) (*source CNAVTS*)
- parce que les nouveaux retraités sont les victimes des dernières réformes ayant pour effet de diminuer considérablement les niveaux des pensions (calcul sur les 25 meilleurs salaires annuels au lieu de 10 – décotes pour carrières incomplètes)
- parce que les retraités ont subi de plein fouet l'augmentation des taux de CSG sur leurs pensions (**+ 25 %**)
- parce que veuves et veufs, et personnes vivant seules ont perdu leur demi-part fiscale

Actifs & retraités
Ensemble

- parce que les restes à charge de leurs dépenses de santé sont de plus en plus importants et les tarifs des complémentaires santé de plus en plus élevés
- parce que, avec la crise Covid, les personnes âgées ont payé un lourd tribut par manque de personnels soignants, par manque de lits,...
- parce que les retraités et les personnes âgées sont les premières victimes des déserts médicaux
- parce que la perte d'autonomie n'est pas suffisamment prise en compte dans le cadre de la solidarité nationale
- parce que la prise en charge de la perte d'autonomie ne doit pas être financée par les retraités par le biais de l'augmentation de la CSG
- parce que les retraités sont les premiers impactés par la suppression des services publics et de proximité
- parce qu'il est de plus en plus difficile d'accéder à l'énergie et au logement

LE 31 MARS, TOUS ENSEMBLE, EXIGEONS →

- ✓ La revalorisation IMMEDIATE de 300 € mensuels de nos pensions
- ✓ La revalorisation des retraites indexées sur celle du salaire moyen français et non sur l'indice des prix
- ✓ L'augmentation immédiate des minima de pension
- ✓ Un niveau de retraite complète minimum qui ne doit pas être inférieur au Smic
- ✓ Une hausse significative et régulière des salaires des actifs pour favoriser la revalorisation des retraites actuelles et à venir
- ✓ La suppression des prélèvements sociaux sur nos pensions
- ✓ Un financement de la Sécurité sociale par des cotisations sociales et non par l'impôt
- ✓ La fin des exonérations des cotisations sociales patronales
- ✓ Une couverture santé à 100 % par la Sécurité sociale
- ✓ La remise en cause de tous les forfaits et participations forfaitaires Sécurité sociale
- ✓ La prise en charge de la perte d'autonomie par la Branche Maladie de la Sécurité sociale
- ✓ Des moyens humains, matériels et financiers pour les hôpitaux publics et les Ehpad publics, les services de soins à domicile, les services sociaux
- ✓ Le maintien et le développement des services publics sur les territoires ruraux
- ✓ L'abandon du projet de réforme des retraites

**Le 31 mars prochain,
soyons nombreuses et nombreux
pour porter l'ensemble de ces revendications.**

**Rassemblons-nous dès 10h30,
devant la Préfecture du Cantal,
Cours Monthyon, à Aurillac**